Grenoble, le 10 Avril 2018

Monsieur le Directeur

La journée du 22 mars a été particulièrement suivie à la Direction Générale des Finances Publiques et au Ministère, avec des taux respectifs de 40 % et 34 %. (43 % pour la DDFIP de l'Isère)

Cette journée transcrit l'état d'esprit des agents qui sont passés du stade de la résignation à celui de la résistance au vu de l'accélération des attaques contre notre administration et plus largement celles contre la Fonction Publique.

Les annonces du gouvernement concernent clairement la remise en cause des principes fondamentaux de la Fonction Publique.

Elles ne constituent que le premier volet d'un plan global qui prend véritablement la forme d'un plan social.

Après le statut, les droits et garanties, ce sont les missions qui sont remises en cause dans le cadre de CAP 22. Ce comité prétend analyser l'ensemble des missions publiques en quelques mois et doit rendre ses conclusions prochainement. L'axe général est malheureusement clairement annoncé : des missions abandonnées, d'autres transférées voire privatisées ! Inévitablement cela se traduira par un service plus onéreux, une dégradation du service rendu et une détérioration des conditions de travail des agents.

Concernant ce CTL, l'accueil personnalisé sur rendez-vous et l'organisation de la campagne sont à l'ordre du jour.

L'administration des Finances Publiques veut « désintoxiquer l'usager de l'accueil » parce qu'elle considère que ce n'est pas « productif ».

Aujourd'hui, sont créés des centres de contact aux numéros payants, sont rendus obligatoires les télédéclarations et télépaiements… L'administration veut donc passer à l'étape suivante, en imposant l'accueil obligatoire sur rendez-vous. Cela conduira un grand nombre d'usagers, là encore les plus fragiles, à trouver porte close ou un refus de traitement de leur situation.

La mise en place du prélèvement à la source, la dématérialisation à tout va et la suppression de la taxe d'habitation sont autant d'outils pour détruire des milliers d'emplois dans notre administration et accentuer grandement la fracture sociale.
Pourtant, moins de fonctionnaires à la DGFIP c'est moins de justice fiscale, moins de justice sociale !

La déshumanisation est en marche. Nous ne les laisserons pas détruire le principe même de la Fonction Publique sans nous battre. Par le dynamitage des services publics, c'est toute une vision sociétale de partage, d'égalité et de solidarité qui s'écroulerait.

A la DGFIP, en 15 ans nous avons perdu 38 000 emplois, en Isère ce sont plus de 500 emplois qui ont disparus !.

Vous avez déjà mis à mal le réseau par la fermeture de nombreux services : trésoreries de Goncelin, Pontcharra, Heyrieux, Monestier, Virieu, SIE de La Mûre, fusion de CDIF, de SIP et SIE Grenoblois, la suppression d'une brigade de vérification (liste non exhaustive !)

Vous êtes dans la préparation d'une ré-organisation RH, avec la mise en place des CSRH/SIA/SLRH, de fusion de SPF, de SIP, de SIE...

Vous voudriez définitivement fermer le site de Grésivaudan. Nous ne croyons pas à la pérennisation du site par la venue de la paierie départementale. Nous continuons à nous opposer à ce projet.

Aujourd'hui, 18 000 suppressions d'emplois sont annoncées pour la DGFIP. Autant de personnes qui ne trouveront pas d'emploi. Mais il est vrai que dans notre pays, il n'y a pas de chômage !

Avec la mise en place du PAS, c'est tout simplement la fin des SIP qui nous est annoncée.

Bruno Parent annonce la mise en place des agences comptables et des SFACT rattachés aux grandes collectivités : c'est tout simplement la fin de nos missions de gestion publique locale.

C'est la fin de la séparation ordonnateur /comptable.

Monsieur le Directeur, ils ont CAP 22 pour tout casser. En Isère, nous nous engageons aujourd'hui à ce que les 22 jours de campagne qui arrivent soit l'occasion de tout faire pour les arrêter !

Alors, CAP ou pas CAP ?...